



Syndicat National **FO** des Finances Publiques SECTION DE LA MOSELLE

Comité Technique Local du 08/06/2016

DECLARATION FORCE OUVRIERE

Monsieur le Président du CTL,

Depuis maintenant 3 mois, les salariés de ce pays se battent contre la Loi Travail. Déni de démocratie, le gouvernement a utilisé le 49-3 pour faire passer en force son projet de loi. L'exaspération est à son comble, mais le gouvernement reste sourd aux revendications exprimées par plus de 70 % de la population qui exige le retrait de cette loi.

La loi Travail remet en cause plus de 50 ans de droits sociaux conquis par les salariés. Elle concerne aussi les fonctionnaires, par l'intégration au projet de loi d'un amendement relatif au compte personnel d'activité (CPA) permettant, à terme, d'appliquer par ordonnance celui-ci aux fonctionnaires.

Tous ces mouvements découlent d'une situation similaire déclinée dans tous les secteurs : conditions de travail en constante dégradation, remise en cause d'acquis sociaux parfois obtenus au prix fort, et persistance des décideurs à ne rien vouloir entendre

La DGFIP ne fait pas exception dans ce paysage avec sa valse incessante de réformes qui relèvent d'une idéologie de pseudo-modernité similaire à celle contenue dans la Loi Travail ;

À l'heure où après Vierzon, un certain nombre de départements sont engagés dans des actions fortes de grèves reconductibles et, de blocage, le Directeur Général choisit de faire paraître sur Ulysse en date du 19 mai 2016 son dernier pensum : « Lignes Directrices de la DGFIP » Une provocation de plus !

Il suffit de lire : « L'âge d'or, c'est à dire le passé embelli et perdu est un mythe. Evoluer pour mieux servir et pour mieux vivre ; Chacun le sait : nos moyens diminuent et nos charges augmentent. Pour faire face à cette situation, il faut donc sans relâche rechercher la façon de gagner en productivité » Le lien est fait : notre Directeur Général devient le serviteur zélé du gouvernement dans la poursuite des suppressions d'emplois, déjà programmées dans les lettres de cadrage budgétaires pour 2017. Suppression de 2 % des effectifs, c'est-à-dire -2800 emplois pour Bercy, la DGFIP restant le principal contributeur à cette destruction du Service Public.

Or, selon les déclarations du secrétaire d'État au budget, C. Eckert en date du 21 avril dernier (dépêche AFP), la mise en place du Prélèvement à la source va nécessiter la création de nouveaux métiers pour contrôler. Quels contrôles pourrions-nous faire sans moyens humains ?

La présence des représentants FO ce jour ne signifie nullement que les problèmes sont réglés ou que nous ayons abandonné nos revendications.

FO-DGFIP vous rappelle ses revendications :

- Arrêt immédiat de toutes les restructurations, fusions, suppressions de services.
- Arrêt de toute mutualisation des services éloignant le service public du citoyen et accentuant la désertification des départements,
- Arrêt des suppressions d'emplois (2130 suppressions pour 2016 à la DGFIP dont 59 en Moselle)
- Attachement au Statut Général de la Fonction Publique garant de l'égalité d'accès au Service Public.
- Opposition à la mise en place de la retenue à la source pour l'impôt sur le revenu, cadeau déguisé aux entreprises devenant « Percepteur ».

C'est pourquoi les fédérations des finances et syndicats de la DGFIP, FO, CGT, Solidaires appellent tous les agents à la grève interprofessionnelle le 14 JUIN et à participer nombreux à la manifestation nationale à Paris ce jour-là pour le RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL